



**« Le point de vue des étudiants sur le financement des étudiants aux cycles supérieurs au  
Canada »**

**Mémoire présenté au Comité permanent de la science et de la recherche**

Présenté par : Sarah Laframboise  
Coordonnées : slafr074@uottawa.ca

*Étudiante au doctorat en biochimie, Université d'Ottawa  
Présidente, Réseau de politique scientifique d'Ottawa  
Membre du Comité directeur, Institut de recherche sur la science, la société et la politique  
publique*

Au Canada, les étudiants aux cycles supérieurs font face à d'importants obstacles financiers. Seulement environ 33 % de ces derniers sont financés directement par les bourses des trois Conseils, soit les IRSC, le CRSNG et le CRSH. Les autres étudiants aux cycles supérieurs du volet recherche soit ne reçoivent pas d'allocation, soit doivent travailler comme adjoints à l'enseignement, soit sont financés indirectement par les subventions de recherche ou les départements de leur superviseur. De plus, leur rémunération est demeurée inchangée au Canada depuis 2003. Cette situation a créé des obstacles importants à l'entrée des scientifiques qui appartiennent à des communautés historiquement exclues, notamment ceux qui ont un faible revenu ou qui appartiennent à la communauté des personnes noires, autochtones ou de couleur, pour poursuivre des études supérieures.

En décembre 2021, j'ai dirigé le [Réseau de politique scientifique d'Ottawa](#) (RPSO) alors que nous lançons une [enquête nationale sur les finances des étudiants aux cycles supérieurs](#) afin d'étudier la situation financière des étudiants aux cycles supérieurs au Canada. Au cours des quatre derniers mois, nous avons rencontré des associations d'étudiants aux cycles supérieurs de partout au Canada et nous avons entendu **d'innombrables histoires de luttes, d'iniquités et de dettes accablantes**. Notre enquête a pris fin en avril 2022; nous avons reçu plus de 1 300 réponses. Bien que les résultats soient encore préliminaires, nos conclusions immédiates sont frappantes.

Selon nos conclusions : 45 % des répondants à notre enquête n'ont pas assez d'argent pour joindre les deux bouts et éprouvent des difficultés financières chaque mois. De plus, 87 % d'entre eux ont déclaré éprouver du stress et de l'anxiété à l'égard de leurs finances, et plus de la moitié des répondants à notre enquête ne disposent d'aucune épargne.

Alors que d'autres jeunes adultes commencent à fonder une famille ou à entamer une carrière et à se constituer un patrimoine financier, les étudiants aux cycles supérieurs peinent à joindre les deux bouts. Le revenu net moyen des étudiants aux cycles supérieurs (indiqué à droite) n'est même pas suffisant pour couvrir le [coût du loyer dans la plupart des grandes villes du Canada](#), sans parler des autres coûts de la vie.

De plus, comme nous venons de le mentionner, la valeur des bourses n'a pas changé depuis [près de 20 ans](#). Comme l'inflation a atteint un [sommet en 30 ans](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT], il suffit de se rendre à l'épicerie pour comprendre la mesure dans laquelle cela a eu une incidence sur le coût

de la vie. Comme la valeur des bourses des trois Conseils n'a pas été rajustée en fonction de l'inflation, les étudiants sont laissés pour compte. Rajusté en fonction de l'inflation, le revenu moyen d'un étudiant au doctorat devrait être d'environ 30 000 \$ et d'environ 25 000 \$ pour un étudiant à la maîtrise (à l'aide de la [feuille de calcul de l'inflation de la Banque du Canada](#)). Cette préoccupation est reprise par les stagiaires. En fait, un [sondage mené en 2018-2019 auprès de](#)

**Revenu moyen des étudiants au doctorat**

**21 000 \$ par année – 8 500 \$**  
*(frais de scolarité + frais accessoires) = 12 500 \$ par année (salaire net)*

**Revenu moyen des étudiants à la maîtrise**

**19 000 \$ par année – 8 500 \$**  
*(frais de scolarité + frais accessoires) = 10 500 \$ par année (salaire net)*

[plus de 1 100 étudiants et chercheurs postdoctoraux par l'organisme Dialogue Sciences & Politiques](#) a révélé que 89 % des étudiants souhaitent une augmentation de la valeur des bourses des trois Conseils, et qu'ils classent ce point en tête des priorités.

Ce n'est pas ainsi qu'on établira une infrastructure de recherche fructueuse au Canada. Les résultats préliminaires de notre enquête au RPSO montrent que 32 % des étudiants aux cycles supérieurs ont envisagé d'abandonner leur programme pour des raisons financières. La réalité financière, c'est que de nombreux étudiants ont de la difficulté à se concentrer sur leurs études tout en portant un fardeau aussi important. De plus, une [étude](#) de l'Université de Montréal montre que les étudiants bien financés obtiennent de meilleurs résultats et sont plus susceptibles d'obtenir leur diplôme.

Les étudiants aux cycles supérieurs, qui sont la force vitale de la découverte et de l'innovation, apportent des idées critiques, mettent à profit leur talent et procurent la main-d'œuvre nécessaire pour la majeure partie de la recherche postsecondaire effectuée au Canada. Si la recherche repose sur les [épaules des étudiants aux cycles supérieurs](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT], ne devrions-nous pas leur donner la liberté financière de concentrer leur énergie sur la recherche et l'innovation?

À l'heure actuelle, nous nous attendons à ce que les étudiants aux cycles supérieurs vivent sous le seuil de la pauvreté, puis accèdent à des bourses postdoctorales qui ne leur rapportent [en moyenne que 45 000 \\$ par année](#). De plus, ces étudiants au doctorat sont lourdement endettés à la fin de leurs études. Selon le [rapport Formés pour réussir](#) du Conseil des académies canadiennes, 45 % des titulaires de doctorat sont fortement endettés, et plus de la moitié d'entre eux contractent une dette de plus de 20 000 \$.

Comparativement à d'autres pays, notre investissement dans les étudiants aux cycles supérieurs est nettement insuffisant. Bien que le nombre de titulaires de doctorat continue d'augmenter, les [emplois universitaires et non universitaires ne sont pas assez nombreux](#) au Canada pour qu'ils puissent poursuivre leurs études. Tous ces facteurs contribuent au fait que seulement [19 % des titulaires de doctorat travaillent dans le milieu universitaire](#) et occupent des postes permanents ou menant à la permanence. De nombreux étudiants ne peuvent pas attendre la stabilité promise d'une carrière universitaire. De plus, cela contribue à la perte de talents canadiens au profit d'autres pays ou industries, un concept mieux connu sous le nom d'exode des cerveaux. Les perspectives d'une rémunération plus élevée, la réputation et l'ampleur du travail attirent tous les diplômés dans d'autres pays, le plus souvent aux États-Unis.

**En conclusion, quatre recommandations principales demeurent une priorité absolue pour les étudiants aux cycles supérieurs au Canada :**

1. **Augmenter et normaliser la valeur des bourses fédérales** – les bourses fédérales devraient être rajustées à *au moins* 21 000 \$ pour la maîtrise et à 35 000 \$ pour le doctorat.
2. **Faire correspondre la valeur des bourses à l'inflation** – la valeur des bourses des trois Conseils n'a pas changé depuis 2003. Cela se traduit par une perte de revenu

importante compte tenu de l'inflation, d'autant plus que celle-ci n'a jamais été aussi élevée depuis 30 ans. D'autres pays, [comme l'Australie](#) [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT], rajustent leur allocation chaque année en fonction de l'inflation.

3. **Rajuster la valeur des bourses d'élite pour qu'elle corresponde à celle des autres bourses fédérales** – le [sondage de Dialogue Sciences & Politiques](#) a révélé que 89 % des répondants croient que les bourses d'élite (comme les bourses Vanier et Banting) devraient être réduites. Ainsi, les fonds supplémentaires dégagés pourraient servir à augmenter et à normaliser les bourses de base au niveau de la maîtrise et du doctorat. De plus, ces bourses peuvent être attribuées en priorité aux étudiants étrangers, ce qui correspond à l'objectif initial de ces dernières, et attirer les talents les plus brillants du monde entier. À l'heure actuelle, seulement [13 % des boursiers](#) de la bourse Vanier sont des universitaires internationaux.
4. **Soutenir la gestion de la dette des étudiants après l'obtention du diplôme** – l'endettement des étudiants demeure un obstacle important à la poursuite d'une carrière en recherche au Canada. Trouver un moyen d'atténuer l'endettement (p. ex., en prolongeant les calendriers de remboursement ou les délais de grâce) de ces étudiants pourrait avoir une incidence importante sur leur capacité de poursuivre leur carrière.

Au RPSO, nous terminerons l'analyse de notre rapport au cours des prochains mois. Nous espérons renouer avec le Comité et lui faire part de nos conclusions afin de mieux l'éclairer sur les options qui lui sont offertes pour appuyer la prochaine génération de chercheurs au Canada.